

ce fait. Nous faisons partie du Canada et nous ne demeurerons favorisés que dans un Canada uni et prospère. Nous espérons cependant que ce sort enviable deviendra le lot de tous. Si les autres régions du pays peuvent devenir économiquement viables, si le chômage y est à la baisse et si les gens y sont prospères, nous du secteur de Toronto, par exemple, en profiterons, car elles représentent nos marchés et elles ont les nôtres. Le commerce et la prospérité qui en résultent nous remontent tous. A ce sujet, et surtout en raison des récents événements, nous qui demeurons dans des régions avantagées sommes heureux, je crois, de voir que notre gouvernement tente d'élever d'autres régions près du niveau que nous avons atteint.

Peut-être sommes-nous déçus un peu parce que l'on n'a pas diminué nos impôts, mais à mon avis nous aurions pu voir augmenter ces impôts en raison de ces programmes qui nous rendront plus prospères. Plus nos revenus grossissent, plus nous avons d'impôts à payer. Je ne m'oppose pas à ce genre d'impôts. D'ailleurs, même si nous venons d'une région favorisée, nous n'avons pas raison, à cause de l'urgence d'autres programmes, de négliger les besoins légitimes des grands centres urbains qui sont prospères aussi. Il s'agit de l'agrandissement des installations de l'aéroport de Toronto et de tant d'autres facteurs auxquels on doit faire face dans une communauté urbaine en croissance.

M. Marshall: Information Canada.

M. Danson: Information Canada pourrait beaucoup nous renseigner, et je suis sûr que cet organisme le fera.

L'intéressant des programmes du budget, c'est qu'ils reconnaissent l'évolution de la société et du gouvernement ainsi que de leurs rapports réciproques. Dans le passé, lorsque les dépenses de l'État atteignaient environ 7 p. 100 du produit national brut, l'État jouait dans nos vies un rôle modeste. Mais de nos jours, compte tenu des différents paliers de gouvernement, 40 à 45 p. 100 du produit national brut passent par les mains du gouvernement. L'État est un facteur important dans nos vies. Ce serait agréable de dire que le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins, mais ce n'est pas vrai. D'abord, ce n'est pas nécessairement le meilleur, sans que je prétende qu'on ne puisse pas l'améliorer, mais ce ne sera pas à notre époque.

• (5.30 p.m.)

Je crois que toute personne réaliste qui examine les événements actuels se rendra compte que le gouvernement s'est amélioré. Nous avons mélangé le secteur public et le secteur privé, et il nous faut continuer dans cette voie. Le gouvernement devrait canaliser les activités du secteur public, en dirigeant l'économie dans la mesure où cela est nécessaire à notre prospérité générale. Dans le discours du budget du 3 décembre, comme on peut le voir à la page 1741 du *hansard*, le ministre a mentionné un accroissement de 40 millions de dollars du budget d'investissement de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Le budget de la Société a déjà été augmenté de 100 millions de dollars au mois d'août dernier et 200 millions de dollars avaient été affectés à la construction de logements à coût modique. Cela indique

[M. Danson.]

bien la direction dans laquelle s'engage le gouvernement. Le gouvernement a injecté près d'un milliard de dollars dans le secteur privé et l'industrie de la construction en ce qui concerne principalement les logements à coût modique. C'est dans ce domaine qu'une assistance est nécessaire.

L'hon. M. Lambert: Mais nous en avons besoin pour cet hiver!

M. Danson: L'assistance est beaucoup plus urgente dans ce domaine que dans celui des habitations de luxe. Ces sommes permettront la mise en route du programme. Nous avons donné un nouvel élan à l'économie et c'est important, je pense. Le député de Waterloo (M. Saltsman) a longuement parlé des dispositions relatives à l'amortissement accéléré et nous a expliqué pour quelles raisons ces dispositions lui paraissent néfastes. Nous ne pouvons tout faire en même temps, mais nous allons au moins marquer notre intention de relancer l'expansion économique. Toutefois, nous devons prendre soin de ne pas nous laisser entraîner trop loin par le succès de nos programmes anti-inflationnistes.

Je ne vois pas ce qui pourrait empêcher le député de Waterloo d'expliquer son opposition à l'amortissement accéléré, mais je voudrais vous citer les notes personnelles prises le 20 octobre par un éminent économiste, le député B. J. Danson. Il y résume les raisons pour lesquelles il appuie l'amortissement accéléré. Lorsqu'il m'arrive d'avoir une idée, j'essaie de la coucher sur le papier pour mieux l'ordonner. Ainsi me suis-je dit qu'à part l'injection sur le marché du logement de fonds hypothécaires, dont nous ne manquons pas, l'instrument le plus efficace et le moins coûteux à notre disposition est l'accélération de l'amortissement des immobilisations industrielles. On pourrait adopter la double dépréciation comme en 1962, et bien que la relance de l'économie puisse être contrôlée par le taux d'accélération. Autrement dit, on pourrait porter à 25 p. 100 ou 33½ p. 100 le taux actuel de 20 p. 100, pour les machines.

Entre autres avantages, le procédé réduit relativement peu le montant des recettes, mais il augmente considérablement le revenu des sociétés: 25 millions pour la première année et 250 millions pour toute la période. Il s'agit de dépenses réelles et non de dépenses d'amorçage. En l'occurrence, beaucoup de programmes différés d'expansion se trouveraient libérés, car nous savons qu'il y aura des encouragements pour ce genre de programmes, et alors disparaîtrait dans une large mesure le pessimisme qui règne dans le milieu des affaires.

Voici un autre avantage de la suggestion: des emplois se trouveraient immédiatement créés dans le domaine du génie et de la construction des machines; en outre, il faudrait construire des locaux pour les installer et les servir. Lorsqu'on livre de nouvelles machines, leur utilisation entraîne la création d'emplois additionnels. Le député de Waterloo a laissé entendre que l'efficacité accrue tend à éliminer des emplois. Assurément, cela se peut, mais je ne voudrais pas voir notre économie précéder l'accroissement ou le maintien de l'inefficacité pour la création de nouveaux emplois. La productivité augmenterait si l'on avait plus d'installations modernes et si l'on remplaçait le matériel désuet et moins efficace.